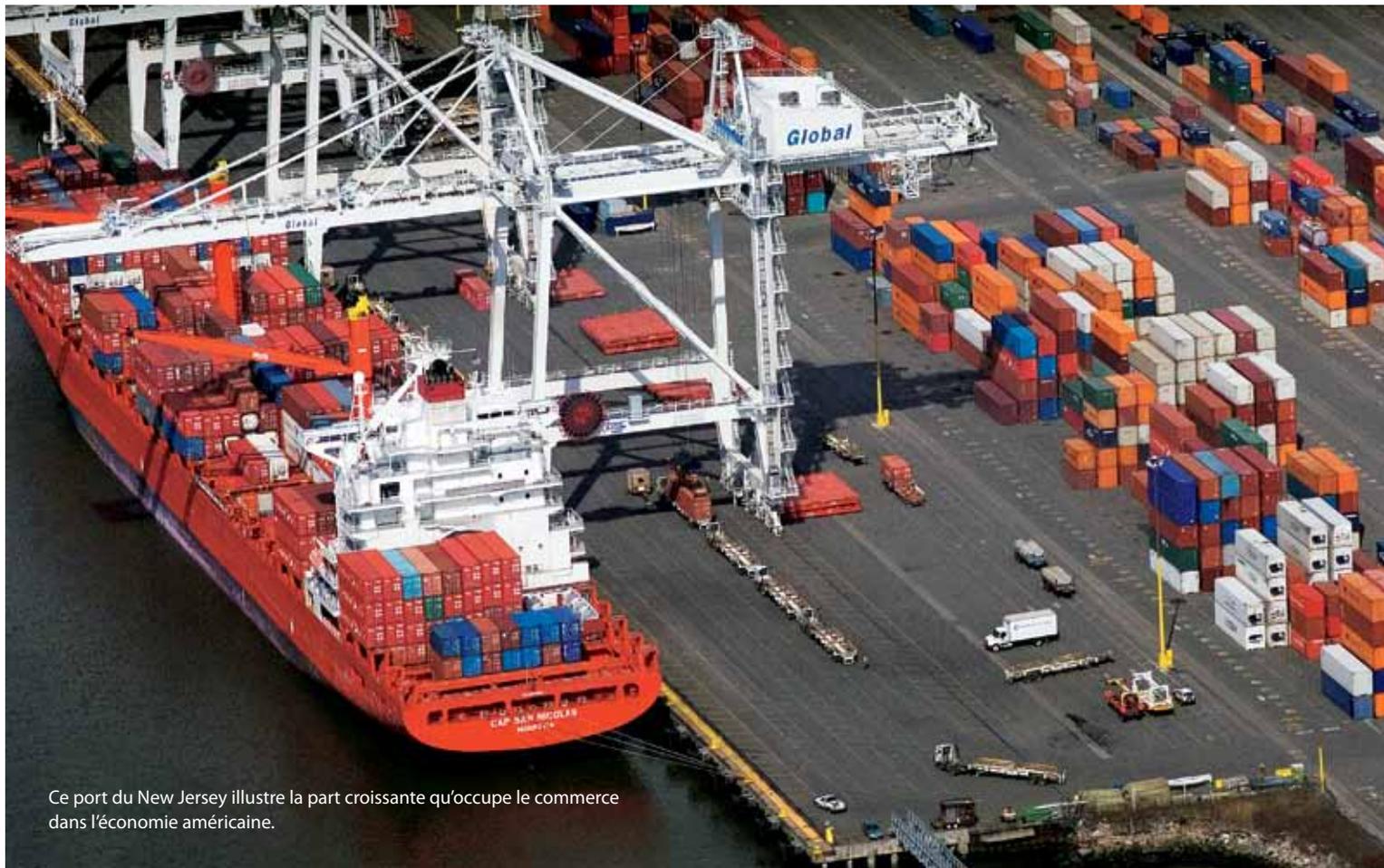


**USA**

# ECONOMIE

**EN BREF**





Ce port du New Jersey illustre la part croissante qu'occupe le commerce dans l'économie américaine.

## Les défis

« **U**n vent de panique soufflait sur chaque région du globe, rapporta le *Wall Street Journal*. C'était comme si un volcan avait surgi à New York, entraînant un raz-de-marée d'une puissance dévastatrice qui balayait chaque nation de la planète. » L'une des conséquences fut « une accumulation de capitaux inactifs sur les places bancaires ». La date de cet article ? Le 17 janvier 1908.

Les Etats-Unis ont subi la crise économique de 1908, celle de 1929 et bien d'autres récessions, paniques, bulles et replis. A l'issue de chacune de ces tourmentes, ils ont retrouvé leur vigueur économique et des institutions démocratiques intactes.

Les Américains considèrent leur économie comme une dynamique qui intègre la concurrence, encourage l'effort et la créativité, récompense généreusement les gagnants et accorde une seconde chance aux perdants. Leur système fait preuve d'une extrême souplesse et offre sans doute davantage de choix et de possibilités que tout autre ; il a également, à de nombreuses reprises, montré sa capacité à corriger les erreurs et à s'adapter aux périodes de récession, de guerre ou de panique financière, se renforçant dans les épreuves.



Le président Barack Obama examine un générateur refroidi à l'hydrogène en fabrication dans une usine de General Electric à Schenectady, dans l'Etat de New York, pour une centrale électrique du Koweït.

## Evolution de l'économie américaine

**E**n deux siècles, l'économie des Etats-Unis s'est métamorphosée, mais elle conserve certaines caractéristiques : c'est un marché résolument compétitif qui connaît de brusques flambées d'invention et d'innovation, tout en oscillant entre interventionnisme et diminution de la réglementation, entre protectionnisme douanier et autres barrières ou libéralisation des échanges.

Couvrant une grande partie des terres situées entre deux immenses océans, les Etats-Unis jouissent de ressources naturelles considérables : leurs forêts, zones côtières, terres cultivables, fleuves, rivières, lacs et gisements miniers constituent un véritable trésor.

A l'époque où le pays conquiert son indépendance, l'économie reposait essentiellement sur l'exportation de ces ressources et l'importation de nombreux autres produits finis et de base. Après la guerre d'Indépendance, dans la période de rapide industrialisation et d'essor du marché intérieur qui suivit, elle se fit moins tributaire du commerce. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'import-export joue à nouveau un rôle croissant.

En 1789, lorsque le général George Washington devint le premier président des Etats-Unis, huit Américains sur dix vivaient du travail de la terre, arrivant tout juste à subvenir à leurs



Alexander Hamilton (debout) milita en faveur d'une monnaie forte.

besoins, et la principale ville du pays, New York, comptait seulement 22 000 âmes.

Durant les huit années de mandat de George Washington, deux factions politiques rivales virent le jour. Leurs idées continuent à orienter les débats économiques du pays aujourd'hui.

La première faction était conduite par Thomas Jefferson, planteur en Virginie et principal rédacteur de la Déclaration d'indépendance. Ce mouvement prônait un modèle de société agraire avec un minimum d'ingérence publique.

La seconde faction était dirigée par Alexander Hamilton,

influent conseiller militaire de Washington durant la guerre d'Indépendance contre la Grande-Bretagne. Elle souhaitait un pouvoir fédéral puissant pour dynamiser l'industrie américaine grâce au financement de nouvelles infrastructures, à des tarifs douaniers protectionnistes sur les importations, à une monnaie forte et à un système bancaire centralisé.

La Constitution des Etats-Unis, ratifiée en 1788, souligne le rôle moteur du pouvoir fédéral dans l'économie. A l'instigation de Hamilton, elle attribue au gouvernement fédéral, et non aux Etats, le monopole d'émission de la monnaie. L'objectif était de créer une monnaie nationale forte pour assurer la solvabilité de l'économie. Le pouvoir fédéral est également le seul habilité à accorder les brevets et droits d'auteurs protégeant les inventeurs et la propriété littéraire et artistique.

La Constitution interdit la taxation des marchandises circulant entre les Etats. Elle octroie au seul pouvoir fédéral la latitude de réglementer ce commerce et de fixer des droits d'importation sur les marchandises étrangères. C'est le premier Congrès qui, en 1789, instaura des droits de douane pour accroître les recettes et préserver les fabricants américains de verre, de céramique et d'autres produits.

La question des tarifs douaniers devint un facteur durable de discordance régionale. Les manufacturiers et financiers des villes du Nord prônaient des droits de douane pour relever le prix des biens venus d'outre-Atlantique. Les Sudistes, plus ruraux,

y étaient opposés car ces taxes renchérisaient les marchandises qu'ils importaient d'Europe et suscitaient des représailles des Européens, lesquels réduisaient la part des produits de la région dans leurs importations.

Dans les Etats de l'Ouest nouvellement intégrés à l'Union, les avis sur le sujet étaient partagés. La hausse du prix des biens importés était mal vue, mais on appréciait les recettes fiscales ainsi engendrées qui finançaient canaux, routes et voies ferrées.

La plus grosse pomme de discordance était l'esclavage. Les Etats du Nord, avec leur solide assise industrielle, avaient au fil du temps aboli cette pratique alors que les riches planteurs du Sud dépendaient de la main-d'œuvre afro-américaine pour la récolte du tabac, du sucre, du chanvre et, surtout, du coton. Le coton bon marché fournissait la matière première des fabricants de textile dans le Nord du pays et en Grande-Bretagne.

L'esclavage renforça les tensions régionales. En 1861, onze Etats du Sud firent sécession des Etats-Unis pour fonder les Etats confédérés d'Amérique. La guerre de Sécession (1861-1865) mit fin à l'esclavage dans le pays et entraîna de nombreux autres changements.

Durant le conflit, en l'absence de l'opposition des représentants des Etats du Sud, le Congrès accrut le pouvoir de l'Etat fédéral, adopta le premier système d'imposition nationale, émit du papier-monnaie national, finança les universités créées par donation foncière du gouvernement fédéral et autorisa la



Des ouvriers fêtent l'achèvement, en 1869, de la ligne de chemin de fer transcontinentale américaine à Promontory Summit, dans l'Utah.

construction de la première ligne de chemin de fer transcontinentale.

A la sortie de la guerre, l'agriculture du Sud vaincu passa du système des plantations à celui du métayage. Les anciens esclaves afro-américains et les blancs des campagnes vécurent dans la pauvreté pendant encore près d'un siècle.

Pendant ce temps, l'économie industrielle et commerciale du Nord victorieux poursuivait son prodigieux essor. La première

ligne ferroviaire reliant les côtes atlantique et pacifique, achevée en 1869, permit le développement d'une économie véritablement nationale, capable de commercer sur un pied d'égalité avec l'Europe et l'Asie. « Après la guerre de Sécession, le développement des voies ferrées constitua le moteur de l'économie américaine », écrit l'historien Louis Menand.

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les inventeurs américains révolutionnèrent les conditions de travail dans le pays. Avant la guerre de Sécession, des découvertes telles que l'égreneuse de coton d'Eli Whitney, la charrue en acier de John Deere et la moissonneuse mécanique de Cyrus McCormick avaient déjà amélioré la productivité agricole. Dans les décennies qui suivirent le conflit apparurent les tracteurs à vapeur, les triples charrues, les céréales hybrides, les wagons frigorifiques et les barbelés pour clôturer les prairies. Entre 1800 et 1890, le temps de production de 100 boisseaux de blé chuta pour passer de 300 heures à une cinquantaine.

Dans les années 1880, l'industrie et le commerce américains dépassèrent l'agriculture en termes de valeur de production. Soutenues par l'apport des financiers européens, usines et voies ferrées proliférèrent, attirant la main-d'œuvre immigrée vers les villes tentaculaires du Nord. Le XIX<sup>e</sup> siècle vit apparaître d'autres surprenantes inventions et avancées américaines comme le télégraphe de Samuel Morse, le téléphone d'Alexander Graham Bell, l'ampoule électrique et le phonographe de Thomas Edison

ainsi que les réseaux de distribution électrique dans les foyers et entreprises. Au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, l'électricité fit irruption dans l'économie du pays : elle fit fonctionner les usines, éclaira bureaux et domiciles, illumina grands magasins et cinémas, actionna les ascenseurs des gratte-ciel, alimenta tramways et métros.

Mais cette nouvelle économie industrielle ne fit pas que des heureux. Criblés de dettes, les agriculteurs du Sud et de l'Ouest furent mis à mal par le resserrement du crédit et la chute du prix des denrées. De graves crises économiques touchèrent les ouvriers et les entreprises dans les années 1870, puis à nouveau au cours des années 1890.

Les changements introduits par l'industrialisation et l'urbanisation métamorphosèrent le pays. Des organisations syndicales virent le jour. Dans les années 1890, un éphémère Parti populiste focalisa le mécontentement sur les riches financiers et industriels tout en militant pour une baisse des taux d'intérêt sur les crédits et une politique monétaire inflationniste permettant aux personnes endettées de rembourser leurs créances avec un dollar faible.

Au début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, un mouvement politique baptisé « progressisme » conquist des adhérents dans les rangs des deux grands partis américains, les démocrates et les républicains. Il reflétait un sentiment de plus en plus répandu dans la population, à savoir que, selon les termes de l'historien Carl

Degler, « les collectivités et leurs habitants n'étaient plus maîtres de leur destin ».

Les progressistes utilisèrent le poids du gouvernement pour représenter le citoyen ordinaire contre les intérêts des puissants industriels et financiers. Theodore Roosevelt, président républicain, appliqua avec détermination les lois antitrust pour briser les conglomérats dans les chemins de fer, le pétrole, l'élevage bovin et le tabac. Le président Woodrow Wilson, démocrate, renforça ce dispositif et lança l'impôt sur le revenu



Premier appel interurbain par Alexander Graham Bell en 1892.



Queue pour la soupe populaire durant la Grande Crise des années 1930.

pour les entreprises et les citoyens fortunés. En 1913, il fonda la Réserve fédérale. Dans les années 1920, le pays connut une période de croissance soutenue pour l'économie et de prospérité pour de nombreux Américains, accompagnée d'une spéculation accrue sur les marchés boursiers. La décennie s'acheva sur un krach et les prémices de la Grande Crise. Les prix s'effondrèrent, appauvrissant exploitations agricoles, entreprises et ménages.

Quelque 40 % des banques américaines firent faillite et de nombreux épargnants perdirent leurs économies.

Les Etats-Unis taxèrent les importations, suivis par leurs partenaires commerciaux qui ripostèrent avec des mesures similaires; la contraction de l'économie en devint internationale. Le taux de chômage du pays frôla les 25 %. Cette tourmente économique engendra des années d'inquiétude.

L'élection en 1932 du président Franklin D. Roosevelt et d'un Congrès dominé par ses amis démocrates aboutit à l'adoption du programme économique du New Deal. «La seule chose dont nous devons avoir peur est la peur elle-même», assura le Président à ses compatriotes dans son discours d'investiture. A sa prise de fonctions, Franklin Roosevelt ferma provisoirement toutes les banques puis autorisa, quelques jours plus tard, la réouverture des seuls établissements suffisamment solvables pour survivre, ce qui mit un terme à la ruée sur les guichets.

Improvisateur pragmatique bien plus qu'idéologue, Roosevelt lança de nombreux programmes visant à stopper la crise bancaire, à créer des emplois dans la fonction publique pour les chômeurs et à augmenter les prix agricoles grâce à une limitation de la production. La plupart de ces mesures ne fonctionnèrent guère plus de quelques années et la question de leur efficacité fait encore débat de nos jours.

Certains dispositifs du New Deal sont restés pérennes. C'est le cas de la loi sur le salaire minimum, du système de retraite de la

Sécurité sociale, des réglementations sur les banques et les marchés boursiers, de la garantie du gouvernement sur les dépôts bancaires des usagers. Roosevelt fit intervenir les pouvoirs publics dans des activités économiques auparavant considérées comme relevant du secteur privé. C'est ainsi qu'il créa en 1933, malgré la polémique, une entreprise à charte fédérale, la Tennessee Valley Authority (TVA), destinée à prévenir les inondations et à produire de l'électricité dans une région défavorisée du Sud.

La reprise, vigoureuse et durable, se produisit en décembre 1941, au moment où l'industrie américaine se mobilisa pour soutenir l'entrée des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Les usines livrèrent du matériel militaire aux forces armées américaines et alliées, tant sur le théâtre européen que sur le front du Pacifique. L'industrie automobile américaine interrompit sa production de véhicules particuliers pour fabriquer des chars, 30 000 unités rien qu'en 1943.

A la fin de la guerre, l'Europe et l'Asie étaient quasiment en ruines et l'Amérique restait la seule superpuissance économique du monde. Mais les dirigeants américains comprirent que l'une des clés de la prospérité à long terme était un monde à l'économie florissante dans les autres pays. A l'initiative des Etats-Unis furent créés en 1944 le Fonds monétaire international et la Banque mondiale afin de promouvoir l'équilibre du système financier mondial. Puis les nations les plus riches négocièrent



Promulgation par le président Franklin Roosevelt de la loi instituant le système de retraite de la Sécurité sociale.

l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), visant à réduire les droits de douane à l'importation. Le GATT a été remplacé par l'Organisation mondiale du commerce en 1995.

Après la Seconde Guerre mondiale, les échanges internationaux et le secteur financier pesèrent encore davantage dans l'économie américaine. Dès les années 1950, la valeur de la production agricole et industrielle était éclipsée par celle des services : commerce de gros et de détail, finance, immobilier,



Levittown, dans l'Etat de New York, prototype du lotissement de banlieue après la Seconde Guerre mondiale.

santé, justice et enseignement. En 2009, les Etats-Unis se classaient premiers pour les importations et troisièmes pour les exportations, premiers pour les investissements directs à l'étranger et premiers pour les investissements directs de capitaux étrangers. De la fin de la Seconde Guerre mondiale à 2007, le pays connut des périodes d'essor et de prospérité économiques sans précédent, dues en partie aux 76 millions

d'Américains qui constituent la génération du baby-boom, née entre 1946 et 1964. S'il se produisit tout de même des récessions entre l'après-guerre et la fin du siècle, elles furent relativement courtes et causèrent moins de dommages à la population que les crises antérieures.

En 1965, le président Lyndon Johnson incita le Congrès à élargir très nettement le filet de protection sociale avec l'adoption de Medicare et Medicaid, deux programmes publics d'assurance maladie destinés aux personnes âgées et aux populations démunies. Un train d'autres mesures, souvent très éphémères, fut également mis en œuvre pour éliminer la pauvreté grâce à l'amélioration de l'enseignement et du logement.

Sous le mandat de Johnson s'amorça une spirale inflationniste qui s'accrut au fil des années 1970. C'est à cette époque que le président Richard Nixon imposa brièvement un contrôle des prix et des salaires dans une vaine tentative pour juguler l'inflation. Les chocs pétroliers qui suivirent le conflit israélo-arabe de 1973 et la révolution islamique iranienne de 1979 contribuèrent à la stagnation de l'économie. La spirale inflationniste ne s'acheva qu'avec la forte augmentation des taux d'intérêt décidée par la Réserve fédérale en 1981-1982, qui entraîna une récession.

Les réductions d'impôts et la déréglementation mises en œuvre par le président Ronald Reagan dans les années 1980

marquèrent le retour à une solide croissance économique et à une hausse durable des cours boursiers. Mais ces mesures constituèrent aussi le point de départ d'une longue escalade de la dette publique fédérale. Par ailleurs, l'écart s'accrut considérablement entre les plus fortunés et le reste de la population. Les entreprises installées en Californie lancèrent des technologies informatiques révolutionnaires. Ces dernières créèrent de nouveaux débouchés commerciaux, dans le pays comme à l'international, et dynamisèrent l'économie américaine. La matière première des semi-conducteurs donna son nom au pôle informatique californien, la Silicon Valley (*silicon* signifiant «silicium» et non «silicone»).

La décennie 1990 (un peu comme celle de 1920) se caractérise par une forte croissance économique, une prospérité grandissante et un phénomène de spéculation boursière. Lorsque la bulle Internet éclata en 2000, les marchés s'effondrèrent et l'économie traversa une brève période de récession.

Au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, les Etats-Unis s'engagèrent dans de coûteux conflits armés en Afghanistan et en Irak. Dans le même temps, le poids du plan d'assurance maladie pour les Américains s'accrut fortement et généra d'importantes dépenses à tous les niveaux, fédéral, local ou Etats. L'endettement du gouvernement fédéral, déjà de 3 000,4 milliards de dollars en 2000, approchait les

14 000 milliards en 2011, avec une part grandissante de créances étrangères.

Après la chute des valeurs technologiques apparut une autre bulle spéculative, alimentée cette fois par des taux d'intérêt durablement faibles qui faussèrent l'immobilier américain et le marché hypothécaire. Saturé, le secteur du logement s'effondra en 2007, suivi en 2008 par une crise financière qui s'étendit dans une bonne partie du monde. Pour la première fois depuis la Grande Crise, le taux de chômage des Etats-Unis grimpa à 10 % en 2009 pour ne redescendre qu'à 8,8 % en mars 2011.

Les gouvernements des Etats-Unis et d'autres pays



La révolution numérique a dynamisé l'économie américaine.

développés adoptèrent des mesures d'urgence pour contrer la récession. On réduisit les taux d'intérêt quasiment à zéro et on emprunta encore davantage afin de financer des projets stimulant l'économie et de renflouer les banques et grandes industries affaiblies. L'objectif était de dépenser autant qu'il le faudrait pour éviter une autre Grande Crise et rembourser les créanciers une fois la croissance restaurée. La récession dura officiellement de décembre 2007 à juin 2009, mais le fort taux de chômage persista lors de la lente reprise.



Steve Jobs, à l'époque P.-D.G. d'Apple, montre le fonctionnement de l'iPhone. La société est l'une des plus connues de la Silicon Valley.

Quoi qu'il en soit, l'économie américaine demeure la première mondiale et la part de la production par habitant y est toujours la plus élevée au sein des pays du G20. Ces deux données attestent la solidité du système américain et sa capacité à conserver sa productivité même en des périodes relativement difficiles.

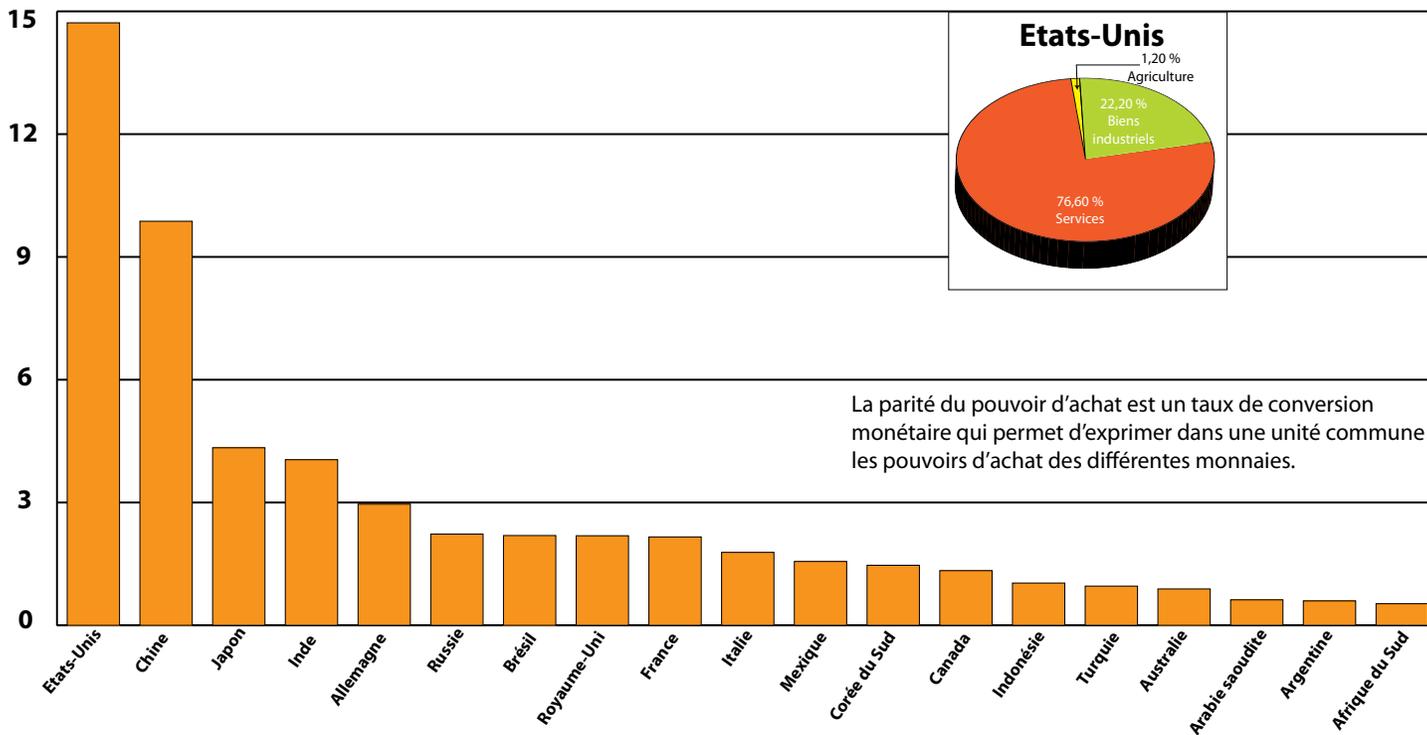
## La production économique

**L**'économie américaine connaît aujourd'hui sa deuxième grande période de mutation. La première, au XIX<sup>e</sup> siècle, fut le passage d'une société agricole à une société industrielle. La deuxième, qui débuta au XX<sup>e</sup> siècle et marqua une évolution vers les services et l'information, s'est poursuivie et accélérée au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Pourtant, les Etats-Unis produisent encore plus de denrées agricoles et de biens manufacturés que la plupart des autres pays, alors même que la proportion de travailleurs employés dans ces secteurs a diminué.

En 2009, année de récession, l'économie américaine mesurée en termes de produit intérieur brut (PIB) corrigé de l'inflation représentait 14 300 milliards de dollars. Même s'il accusait une baisse de 2,4 % par rapport à 2008, le PIB des Etats-Unis dépassait encore de plus d'un tiers celui de la Chine, la deuxième économie au monde (le critère étant le pouvoir d'achat des monnaies des deux pays, non les taux de change officiels). Un bilan qui comprenait :

# PIB dans les économies du G20 en 2010

(en milliers de milliards de dollars PPA – parité de pouvoir d'achat)



Source : CIA World Factbook

- 10 100 milliards de dollars en dépenses de consommation des ménages;
- plus 1 600 milliards de dollars en investissements privés dans le logement et les entreprises;
- plus 2 900 milliards de dollars de dépenses publiques;
- moins un déficit commercial de 392,4 milliards de dollars (reflétant principalement un excédent des importations sur les exportations).

Si l'on considère le PIB sous l'angle de la production de biens et services, l'industrie privée représentait en 2009 86,4 % de la valeur ajoutée, et les pouvoirs publics le reste.

La production de biens par le secteur privé totalisait 19,6 % du PIB répartis comme suit:

- industrie manufacturière: 11 %;
- bâtiment: 4,1 %;
- services publics: 1,9 %;

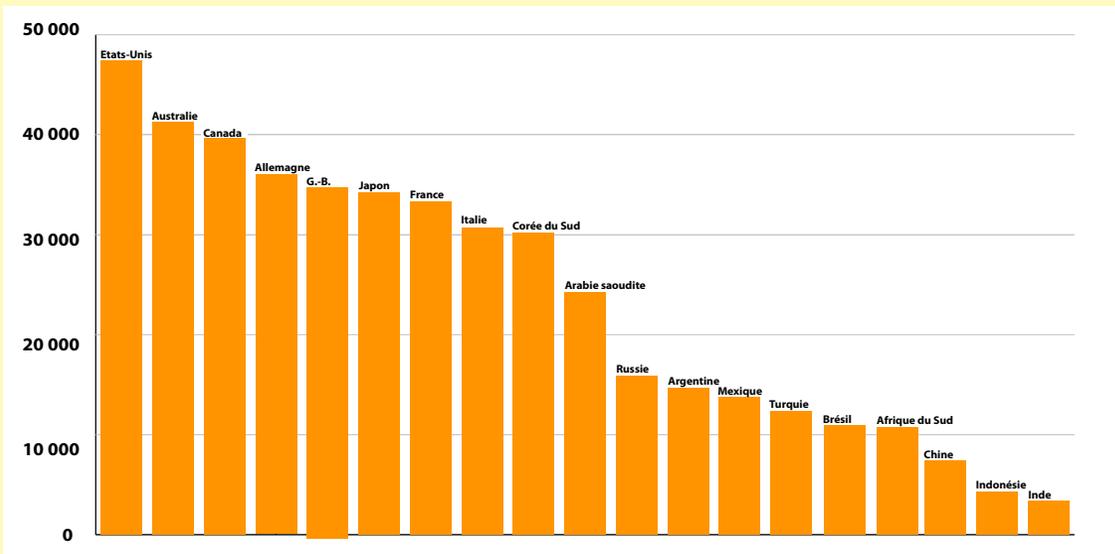
- exploitation minière: 1,6 %;
- agriculture, sylviculture, pêche et chasse: 1 %.

La production de services par le secteur privé s'élevait à 66,8 % du PIB:

- immobilier: 13 %;

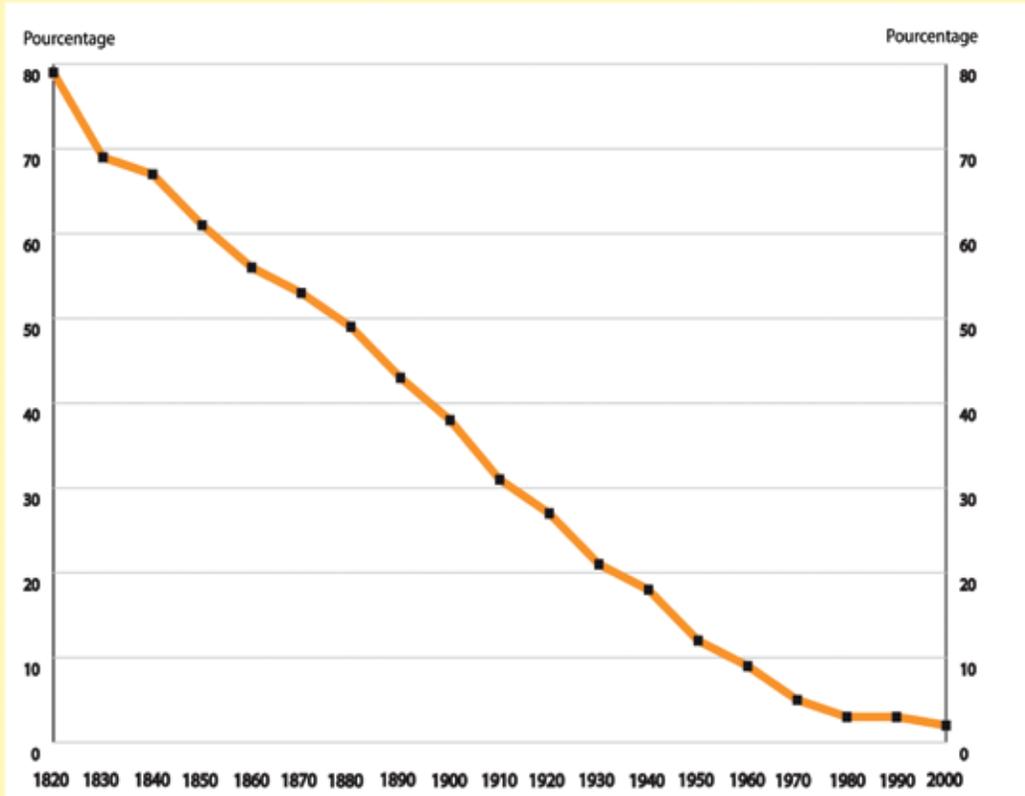
## PIB par habitant dans les économies du G20 en 2010

(en dollars PPA – parité de pouvoir d'achat)



Source: CIA World Factbook

## Part des agriculteurs dans la population active américaine



Source : département américain de l'Agriculture, Bureau national de la recherche économique

- services aux entreprises et services professionnels spécialisés : 12,1 % ;
- finance et assurances : 8,4 % ;
- santé et assistance sociale : 7,3 % ;
- commerce de détail : 5,9 % ;
- commerce de gros : 5,6 % ;
- information (y compris médias et télécommunications, édition, cinéma, maisons de disques et informatique) : 4,4 % ;
- hôtellerie et restauration : 2,9 % ;
- transports et entreposage : 2,8 % ;
- enseignement privé : 1,1 % ;
- arts, industrie du spectacle et loisirs : 1 % ;
- autres services privés : 2,5 %.

Les pouvoirs publics produisent essentiellement des services, y compris des infrastructures, peu de biens. Le gouvernement fédéral représentait 4,4 % du produit intérieur brut tandis que

les collectivités locales et les Etats comptaient pour 9,2 %, enseignement public inclus.

Depuis plusieurs siècles, la part de l'agriculture dans l'économie américaine baisse de manière régulière. Les exploitants et ouvriers agricoles qui, en 1810, constituaient environ 72 % de la population active, en représentaient moins de 2 % en 2010. Une enquête publiée en 2007 recensait 2 204 792 exploitations, parmi lesquelles 125 000 grandes fermes totalisaient 75 % de la production agricole (en termes de revenus).

Les Etats-Unis demeurent le deuxième producteur de denrées agricoles et de bétail au monde, derrière la Chine et devant l'Inde, le Brésil et la Russie. En 2009, les principaux produits de base américains étaient les bovins, 43,8 milliards de dollars; le maïs, 42 milliards; le soja, 30,1 milliards; les produits laitiers, 24,3 milliards; et les poulets, 21,8 milliards.

La part de l'industrie manufacturière dans l'économie américaine culmina en 1953 à environ 28 % et a décliné depuis lors pour tomber à 11 % en 2009. Toutefois, sa part dans la valeur ajoutée mondiale – la différence entre le prix de vente final des produits industriels du monde entier et le coût de production de ces biens – a peu baissé par rapport à son niveau de 1980, soit 22 %.

En 2008, les quatre principales industries américaines – chimie, informatique/électronique, métallurgie et



L'avionneur Boeing est l'un des plus gros industriels américains.

agroalimentaire – représentaient 44 % de la production manufacturière américaine.

L'accroissement de la productivité a permis à un nombre plus restreint d'usines et d'ouvriers de maintenir le niveau de la production industrielle américaine. La productivité par ouvrier est environ trois fois supérieure à ce qu'elle était vers 1970 et environ deux fois supérieure à celle du milieu des années 1980. Aujourd'hui, les ouvriers constituent 8 % de la population active américaine contre 26 % en 1953.

Depuis longtemps, l'industrie manufacturière américaine doit faire face à une vive compétition de la part des économies

européennes et japonaise, sans oublier la pression accrue des pays émergents.

En 2009, les Etats-Unis demeuraient le premier producteur de biens industriels (en termes de valeur ajoutée) selon les études de l'institut de prévisions économiques IHS Global Insight, qui annonçait que la Chine dépasserait les Etats-Unis dans quelques années.

Toutefois, l'institut ajoutait que si la Chine excelle dans la fabrication de produits de consommation à faible technologie – textiles, habillement et électroménager – les Etats-Unis sont spécialisés dans les produits de pointe tels qu'avions, machines-outils, matériel médical et équipement électronique.

Face à la compétition croissante et à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, les fabricants américains ont adopté des stratégies telles que la délocalisation, l'achat à l'étranger de pièces et composants ou la spécialisation dans des produits à très forte valeur ajoutée dont le caractère innovant constitue un avantage concurrentiel.

Depuis les années 1950, le secteur tertiaire domine l'économie américaine. Même après la crise financière de 2008-2009, la finance, les assurances et l'immobilier représentaient plus de 21 % du PIB. En 2009, sur une population active américaine à plein temps et temps partiel de 137 millions de personnes, les industries privées de production de biens représentaient 15 % de l'emploi; les prestataires privés de

services, 67 %; et les pouvoirs publics au niveau fédéral, des Etats et des collectivités locales, 18 %.

En 2009, les ouvriers américains gagnaient en moyenne 43 460 dollars; les agriculteurs et les propriétaires de ranch, 42 710 dollars; les ingénieurs informaticiens, 101 410 dollars; les professeurs des écoles, 53 150 dollars; les chirurgiens, 219 770 dollars; les agents de sécurité, 26 430 dollars; les coiffeurs, environ 27 000 dollars; les avocats et juristes, 129 020 dollars; les caissiers, 19 030 dollars; les routiers, 39 260 dollars; et les mannequins, 36 420 dollars.



Les distributeurs, comme ce magasin de l'enseigne Best Buy à Los Angeles, sont des prestataires de services qui dominent l'économie depuis des décennies.

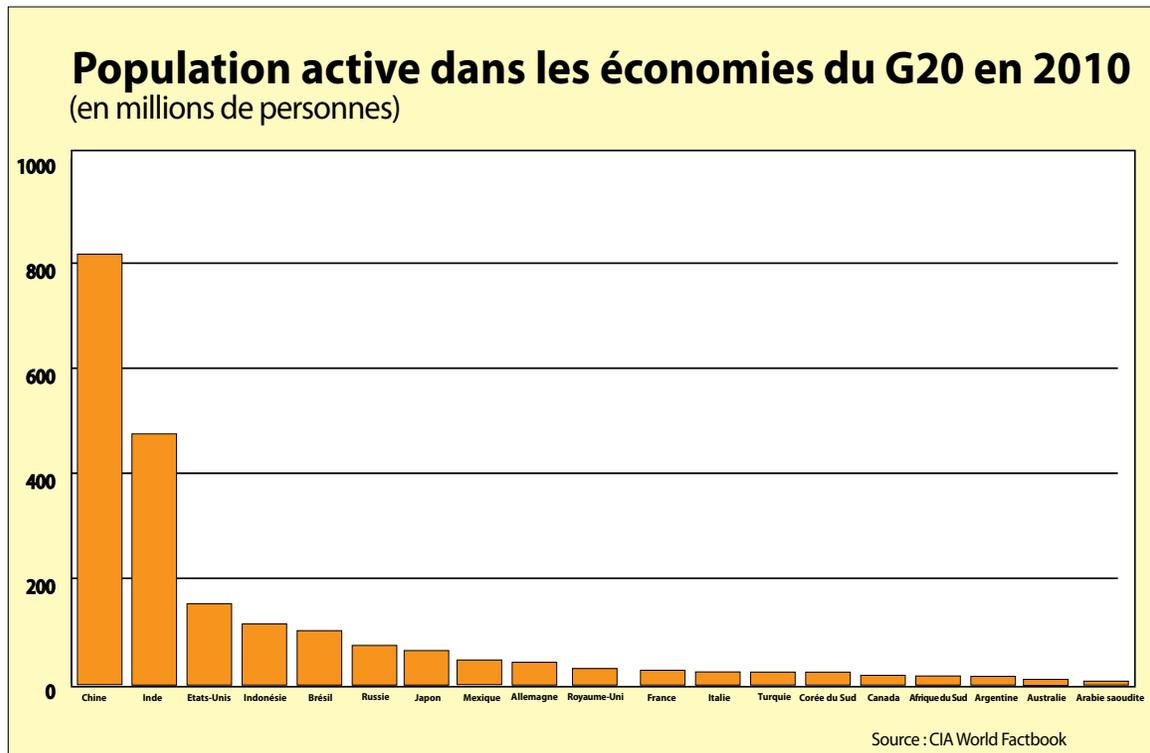
Aujourd'hui, la répartition des richesses est moins égalitaire aux Etats-Unis que dans d'autres grands pays industrialisés. En 2009, les ménages constitués des 5 % de personnes situées en haut de l'échelle des salaires ont reçu environ 21,5 % de la

totalité des revenus, tandis que les 20 % du bas de l'échelle n'en ont perçu que 3,4 %.

Depuis 1975, la plupart des augmentations de revenus des ménages vont aux 20 % de foyers les plus aisés, selon le World

Factbook de la CIA, qui note « le développement progressif d'un marché du travail à deux vitesses dans lequel ceux du niveau inférieur sont dépourvus de l'instruction et des compétences professionnelles/techniques de ceux situés en haut et [...] ne parviennent pas à obtenir des augmentations de salaires, une couverture maladie et des avantages comparables ».

Les dirigeants politiques s'efforcent d'identifier les meilleurs moyens de constituer une population active mieux formée et en mesure de tirer parti de l'actuel marché du travail.



## Concurrence

**E**n 1942, Joseph Schumpeter, économiste d'origine autrichienne, inventa l'expression « destruction créatrice » pour définir les forces tumultueuses de l'innovation et de la concurrence dans les économies libérales. Les « tempêtes incessantes » des marchés emportent les entreprises faibles ou peu rentables et ouvrent la voie à de nouvelles sociétés, de nouveaux produits et de nouveaux procédés.

Etant donné que les gagnants sont à ce jour beaucoup plus nombreux que les perdants, la machine concurrentielle demeure une caractéristique de l'économie américaine. L'un des principaux avantages des Etats-Unis en la matière demeure la volonté d'encourager, d'embrasser, voire parfois de subir le changement. Les emplois, les entreprises et même des industries entières apparaissent et disparaissent. Villes et régions se développent, puis, si elles n'arrivent pas à suivre l'évolution, se contractent à nouveau. Durant des décennies, certaines cités des Etats industriels du Nord-Est et du Midwest ainsi que certaines zones agricoles des Grandes Plaines se sont dépeuplées au profit du Sud et de l'Ouest plus ensoleillés ou d'autres régions. Aujourd'hui, c'est au tour de la Californie, du Nevada, de la Floride et des autres Etats de la *Sunbelt*

de souffrir économiquement et de voir leur population diminuer en raison de l'urbanisation à outrance.

Les observateurs extérieurs assimilent souvent l'économie américaine à ses grandes sociétés. Ils seraient étonnés de voir le rôle essentiel qu'y jouent les petites entreprises. C'est là, dans les structures de moins de 500 salariés, que se produit le plus facilement le changement économique. Les commerçants et les petites entreprises représentent plus de 50 % de la population active et de la production du secteur privé, hors agriculture.



Ce fabricant de tissus de Californie et toutes les autres petites entreprises dynamisent la concurrence économique.

Nombre de petits détaillants sont en concurrence avec des chaînes nationales qui brassent des milliards de dollars et emploient des milliers de personnes. Beaucoup d'autres fournissent biens et services à ces géants.

Les petites entreprises sont les principales créatrices d'emplois, notamment en cette période où les grandes firmes industrielles procèdent à des dégraissages dans un contexte de concurrence internationale très rude. En 2005, on recensait dans les PME 979 000 emplois de plus par rapport à l'année précédente, contre seulement 262 000 pour les grandes sociétés.

L'Américain reste prêt à investir ses propres économies dans la création d'une petite



Les petites entreprises, comme cette boutique du Massachusetts, totalisent plus de la moitié de la production économique.

structure, malgré le risque d'échec. En 2008, 43 546 entreprises ont fait faillite.

L'une des raisons évidentes de ce phénomène est la facilité relative avec laquelle on peut monter son entreprise aux Etats-Unis. En la matière, la Banque mondiale classe le pays au cinquième rang sur 183 nations.

S'il est aisé de créer une entreprise aux Etats-Unis, il est aussi assez simple de rebondir après un échec. Le philosophe Erich Fromm écrivait que « la liberté d'échouer » était aussi essentielle que la liberté en soi et ce principe est souvent considéré comme l'un des fondements de la vie économique américaine. La faillite n'y est pas considérée comme déshonorante, ce qui est

parfois le cas ailleurs. Elle est plutôt vue comme une expérience enrichissante pour le chef d'entreprise, qui fera sans doute mieux la prochaine fois.

Aux Etats-Unis, la législation sur les faillites régit les dépôts de bilan. Le Congrès s'est efforcé de trouver un juste milieu entre, d'une part, la nécessité pour les créanciers de recouvrer autant

que possible les avoirs qu'ils ont investis dans l'entreprise et, d'autre part, des protections financières pour permettre aux chefs d'entreprise de prendre un nouveau départ.

Une petite entreprise en état de cessation de paiements subit ce que l'on appelle une liquidation judiciaire consistant dans la réalisation de son actif en vue du règlement de ses créanciers.

On établit alors une sorte de hiérarchie des dettes et un tribunal de commerce nomme un administrateur judiciaire pour veiller au respect de la procédure. Les banques et autres créanciers garantis se situent tout en haut de la liste des dettes à rembourser, de même que les salaires des employés. S'il s'agit d'une petite entreprise, les actionnaires – qui ont pris des risques dans la perspective d'un profit potentiel – figureront au bas de la liste et, bien souvent, n'auront droit à rien en cas de fermeture de l'entreprise. Les grandes sociétés incapables de faire face à leurs dettes peuvent recourir à la procédure



La société de livraison express FedEx n'était à ses débuts qu'une petite entreprise. Aujourd'hui, elle emploie plus de 275 000 personnes.

de redressement judiciaire, qui leur permet de poursuivre leur activité pendant qu'elles s'efforcent de se renflouer. Si elles possèdent encore des biens de valeur ou attendent des rentrées et si la crise paraît passagère, les créanciers peuvent décider de se contenter d'une partie seulement des sommes qui leur sont dues, afin de garantir la sauvegarde de l'entreprise et le remboursement progressif de ses dettes. Là encore, les actionnaires peuvent perdre leur investissement, tandis que l'entreprise, elle, a une chance de survivre.

Le droit des faillites donne également aux particuliers et aux ménages la possibilité d'échapper au surendettement et de repartir de zéro au risque, dans de nombreux Etats, de perdre leur logement. Cette échappatoire peut être vitale pour certains.

C'est au sommet de la pyramide économique, dans

le processus d'ascension et de déclin des plus grandes et plus puissantes entreprises américaines, que la notion de destruction créatrice énoncée par Schumpeter est évidente. Il suffit pour s'en convaincre de consulter la liste des cinq cents premières sociétés



Dans le secteur de l'épicerie, ici chez Andronico's Market à San Francisco, la concurrence est souvent rude.



Entre 2002 et 2007 aux Etats-Unis, le nombre des entreprises détenues par des Afro-Américains a augmenté de 60,5 % et généré 22% de création d'emplois.

américaines du magazine *Fortune*: en 2009, Wal-Mart, avec 408 milliards de dollars de recettes, remplaçait à la tête du classement Exxon Mobil (285 milliards de dollars), pénalisé par la chute des cours des matières premières. Dans le même temps, l'effondrement des ventes dans l'automobile faisait reculer General Motors de la sixième à la quinzième place.

Sur les douze sociétés choisies par Dow Jones en 1896 lors de la création de son fameux indice boursier pour représenter le secteur industriel américain, une seule, General Electric, figure encore au Dow Jones 30. Les autres se sont volatilisées au fil des

fusions, démantèlements, réductions d'activité, ou ont tout simplement disparu. Certaines de leurs remplaçantes étaient au départ de petites entreprises.

L'esprit de compétition fait partie intégrante de la culture et de l'économie américaines. « Nulle part ailleurs le changement ne s'est déroulé sur une aussi courte période, a écrit l'historien Walter McDougall. L'Amérique n'est pas seulement née d'une révolution, elle en est une elle-même. »

## Géographie et infrastructures

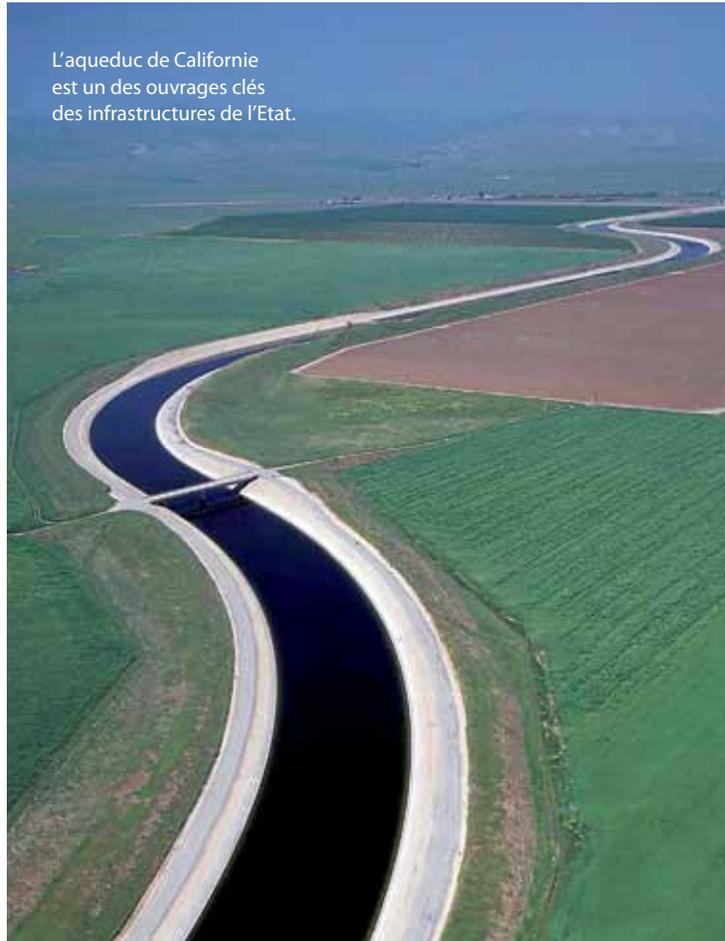
**L**es Américains changent de région de résidence en toute liberté et assez facilement. En 2009, ils étaient près de 2 millions à avoir déménagé pour une autre partie du pays. La majorité de ces migrants, environ 738 000 personnes, se sont installés dans le Sud, mais quelque 591 000 ont quitté le Sud pour les Etats du Midwest, de l'Ouest et du Nord-Est.

Il subsiste des identités et des personnalités régionales bien distinctes: la Nouvelle-Angleterre, la côte est de New York à Washington, les Etats industriels des Grands Lacs, le Sud avec son héritage historique et son nouveau dynamisme économique, le grenier à blé s'étendant du Midwest aux Grandes Plaines, les espaces peu habités et désertiques des Rocheuses, le Texas et le Sud-Ouest à forte population hispanique, la pointe sud de la Floride et ses liens avec les Caraïbes, la côte du

Pacifique. Les Etats de Californie, de l'Alaska et d'Hawaï constituent à eux seuls et à bien des égards des régions intrinsèques.

Au sein du système fédéral américain, les Etats décident de nombreuses lois et orientations ayant une incidence sur les résultats économiques. Dans un arrêt de la Cour suprême datant de 1932, un de ses magistrats, Louis Brandeis, fait l'éloge de la diversité régionale du pays. « L'un des avantages du système fédéral, écrit-il, est le fait qu'un Etat audacieux peut, avec l'accord de ses résidents, servir de laboratoire et tenter des expériences économiques et sociales originales sans mettre en danger la stabilité du pays. »

Si la mobilité des Américains, l'immigration, les ressources naturelles et l'environnement culturel ont forgé les



particularismes régionaux, d'autres facteurs économiques et culturels ont contribué à faire tomber les barrières et à rapprocher les différentes économies régionales. Parmi ces facteurs figurent la monnaie commune, la reconnaissance juridique du droit à la propriété privée et une législation fédérale établissant des normes commerciales uniformes pour tous les Etats.

Les réseaux de transport relient l'ensemble du pays. Seul l'Etat fédéral avait le pouvoir et les fonds nécessaires pour entreprendre le plus grand chantier d'infrastructure du XIX<sup>e</sup> siècle : le premier chemin de fer transcontinental. La construction de la ligne fut confiée dans les années 1860 à deux sociétés. Franchissant déserts et montagnes, elle

employa quelque 10 000 ouvriers, y compris des colons européens, des esclaves affranchis et des immigrants chinois.

Le chemin de fer fédéra la nation, d'une côte à l'autre. Toutes les marchandises pouvaient traverser le pays en quête de nouveaux marchés : céréales, charbon destiné à la sidérurgie ou au gaz d'éclairage, cuivre, minerai de fer, pétrole, bois de construction, vêtements pour les nouveaux grands magasins des villes ou les sociétés de vente par correspondance,



L'Interstate Highway System fait du transport routier le rival du rail.

produits alimentaires (transportés dans des wagons frigorifiques tout juste inventés).

Le  $xx^e$  siècle sera l'ère de l'automobile et du poids lourd. En 1925, une voie longue de 5 456 km et baptisée Lincoln Highway relia New York à San Francisco. A partir des années 1950, le gouvernement fédéral commença la construction de l'Interstate Highway System. Ce réseau autoroutier moderne couvre aujourd'hui 75 440 km. Il accéléra l'exode des citadins vers les banlieues, encouragea l'expansion industrielle hors de ses fiefs historiques du Nord jusqu'aux villes du Sud et de l'Ouest, et fit du transport routier le rival du rail pour l'acheminement du fret.

Le télégraphe et, après lui, le téléphone contribuèrent également à l'unification de la nation. Mais c'est l'audiovisuel – la radio, puis la télévision – qui généra des audiences véritablement nationales, une culture plus collective et un marché lui aussi véritablement national. Désormais, des Américains habitant à des milliers de kilomètres les uns des autres vivaient simultanément les événements nationaux et internationaux.

Aux Etats-Unis, l'audiovisuel s'est développé sur un modèle mixte d'entreprises privées soumises à une réglementation publique. Les licences sont accordées par l'Etat fédéral et assorties d'une obligation de servir l'intérêt général, mais la plupart des stations de radio et des chaînes de télévision sont gérées dans un but lucratif pour leurs propriétaires privés, qui engrangent des bénéfices en vendant de la publicité.

Les continuelles innovations dans le domaine des outils de télécommunications utilisant l'Internet donnent aux usagers des possibilités toujours renouvelées de s'informer, de commercer et de socialiser à travers tout le pays et au-delà des frontières.

## Le rôle des pouvoirs publics

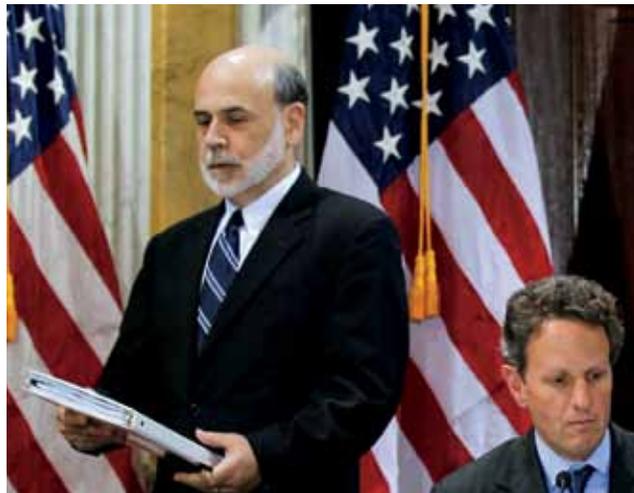
**A**ux Etats-Unis, le débat sur le rôle des pouvoirs publics dans la vie économique est ancien. En 2010, il s'est focalisé sur des questions telles que le renflouement des grands établissements financiers et des constructeurs automobiles lors de la récente récession, l'extension de la couverture santé à un plus grand nombre d'assurés, le renforcement des réglementations financières et le forage pétrolier en mer.

Ce débat remonte à la fondation du pays. C'est une série d'impôts instaurés par la Couronne britannique qui déclencha en partie la guerre d'Indépendance, en 1775. Alexander Hamilton, premier secrétaire au Trésor des Etats-Unis, parvint à créer une banque nationale mais perdit sa campagne de mise en œuvre d'une politique fédérale encourageant les industries d'importance stratégique. La charte de la banque centrale arriva à expiration vers 1830 et le pays demeura sans banque centrale jusqu'à la création en 1913 de la Réserve fédérale.

Les pouvoirs publics interviennent dans l'économie de quatre manières au moins :

- Ils fournissent des biens et services tels que routes, enseignement, sécurité publique et défense nationale.
- Ils redistribuent les richesses, essentiellement de la population active vers les retraités par le biais des programmes de versement des pensions et d'assurance maladie (Sécurité sociale et Medicare).
- Ils collectent l'impôt et procèdent à des emprunts.
- Ils encadrent l'activité économique.

Depuis l'origine, les instances gouvernementales – à l'échelon



Le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke (à gauche) et le secrétaire au Trésor Tim Geithner sont chargés de la mise en œuvre des politiques fédérales monétaire et économique.

fédéral, des Etats et local – réglementent l'économie pour servir les intérêts des régions, des personnes et de secteurs industriels spécifiques. Mais la question des limites de cette ingérence reste au cœur du débat politique.

D'un point de vue juridique, la réglementation de l'économie trouve sa justification dans quelques alinéas de l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution des Etats-Unis, qui confèrent au Congrès le pouvoir de lever l'impôt et diverses taxes, d'emprunter, de rembourser la dette de l'Etat fédéral, de frapper la monnaie et d'en déterminer la valeur, d'édicter des lois sur les faillites et la naturalisation des immigrants, de protéger la propriété intellectuelle et industrielle.

Les dispositions les plus générales – également les plus controversées – figurent dans l'article 1<sup>er</sup> section 8, qui autorise le Congrès à « réglementer le commerce avec les nations étrangères, entre les divers Etats et avec les tribus indiennes ».

Les tribunaux ont donné une interprétation étroite de cette « clause du commerce » tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Plus récemment, avec l'appui du judiciaire, les autorités américaines y ont eu recours afin de justifier des programmes fédéraux très audacieux auxquels les Pères fondateurs n'auraient jamais songé. Ainsi, dans les années 1960, la justice utilisa la notion de « commerce entre les divers Etats » pour entériner les lois sur les droits civiques interdisant la discrimination raciale. Puis, à partir de 1990, elle tenta de recentrer la question de la clause du commerce autour de l'activité purement économique.

## Réglementation financière

Certains établissements financiers américains sont réglementés par les pouvoirs publics, d'autres non. Parmi eux, les banques sont les plus encadrées. Depuis les années 1860, le gouvernement fédéral demande aux banques nationales de conserver des réserves de capitaux suffisantes pour éviter les emprunts comportant un risque excessif. Depuis la Grande Crise des années 1930, les pouvoirs publics garantissent les dépôts bancaires jusqu'à un certain seuil, fixé actuellement à 250 000 dollars par déposant et par établissement.

Les organismes financiers qui gèrent les placements de titres, d'obligations et autres instruments ne sont pas soumis à une tutelle aussi étroite que les banques. Les instances gouvernantes leur imposent d'informer pleinement les investisseurs des dangers de leur engagement mais n'empêchent pas ces derniers de prendre des risques excessifs, n'assurent pas les capitaux et tablent essentiellement sur l'autorégulation du secteur.

Un certain nombre d'activités financières non bancaires échappent dans l'ensemble à la réglementation. C'est le cas notamment du marché des produits dérivés hors cote, du marché des changes, des ventes secondaires de bons du Trésor américains, des officines de crédit hypothécaire non bancaires et des fonds spéculatifs.

## Indice de la facilité de faire des affaires pour les pays du G20 en 2010

(classement sur 183 économies)

4	Royaume-Uni
5	Etats-Unis
7	Canada
10	Australie
11	Arabie saoudite
16	Corée du Sud
18	Japon
22	Allemagne
26	France
34	Afrique du Sud
35	Mexique
65	Turquie
79	Chine
80	Italie
115	Argentine
121	Indonésie
123	Russie
127	Bésil
134	Inde

Source : Banque mondiale

Dans le cycle de vie d'une entreprise américaine, la première étape est la moins réglementée: toute personne qui souhaite monter une affaire a pour seule obligation de l'enregistrer auprès des autorités fiscales. Certaines professions comme la médecine ou le droit peuvent être soumises à l'obtention d'une licence d'exercer, accordée en général sur examen, mais nulle autorisation n'est nécessaire pour créer une société.

Aux Etats-Unis, aucune entreprise légale n'échappe à une part de réglementation. Des lois adoptées par le Congrès et des arrêtés pris par les diverses administrations habilitées par le Congrès tendent à empêcher les entreprises d'exercer un monopole ou de se livrer à des opérations frauduleuses. Les réglementations financières visent à garantir l'épargne et les investissements des ménages face aux erreurs de gestion ou à des pratiques commerciales indécrites (voir l'encadré p. 51). Les réglementations en matière de santé et de sécurité sont destinées à protéger le public des aliments, médicaments, jouets, véhicules, transporteurs aériens et autres biens et services dangereux. Enfin, tout un train de mesures s'attache à assurer la santé et la sécurité dans le monde du travail.

D'autres dispositions législatives régissent l'équilibre entre le droit des salariés et celui des employeurs. Dans la plupart des Etats américains, le salarié est considéré comme étant « à la discrétion » du patron: il peut être remercié si son employeur le décide, excepté dans des cas précis. Les lois fédérales interdisent

de licencier pour des raisons de race, de sexe, d'âge ou d'orientation sexuelle et protègent tout salarié signalant une activité illégale de son employeur.

En 1898, le Congrès autorisait les travailleurs à créer des syndicats et habilitait les pouvoirs publics à jouer le rôle de médiateur dans les conflits opposant les salariés au patronat. Pendant la Grande Crise, il adopta également, en 1935, la loi sur les relations patronat-syndicats (*National Labor Relations Act*, baptisée loi Wagner) institutionnalisant le droit de la plupart des travailleurs du secteur privé de créer des syndicats, de négocier les salaires et les conditions de travail et de faire grève pour obtenir satisfaction. En 1938 fut adopté le *Fair Labor Standards Act* qui instituait un salaire minimum national, interdisait les travaux pénibles aux enfants et prévoyait le paiement d'heures supplémentaires dans des professions précises.

La mise en œuvre pendant plus d'un siècle des lois antitrust, ou lois sur la concurrence, illustre l'évolution du débat sur la réglementation par les pouvoirs publics. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les préoccupations en matière économique s'étaient cristallisées sur les monopoles régnant dans des domaines aussi divers que le pétrole, la sidérurgie et le tabac, qui opéraient dans le plus grand secret pour défendre des intérêts cachés.

Ces monopoles se présentaient en général sous la forme de « trusts », c'est-à-dire des entreprises dont les actionnaires confiaient le contrôle à un conseil d'administration afin de

## Indice de perception de la corruption pour les pays du G20 en 2010

(classement sur 178 pays, du plus bas au plus haut niveau perçu de corruption)

6	Canada
8	Australie
15	Allemagne
17	Japon
20	Royaume-Uni
22	Etats-Unis
25	France
39	Corée du Sud
50	Arabie saoudite
54	Afrique du Sud
56	Turquie
67	Italie
69	Brésil
78	Chine
87	Inde
98	Mexique
105	Argentine
110	Indonésie
154	Russie

Source : Transparency International

recevoir en retour une part des bénéfices sous forme de dividendes. Il se produisit plus de 2000 fusions d'entreprises entre 1897 et 1901, date à laquelle Theodore Roosevelt, élu président, entama sa campagne contre les trusts et leurs « malfaiteurs aux immenses fortunes ».

Sous le mandat de Roosevelt et celui de son successeur, William Taft, l'Etat fédéral gagna ses procès antitrust et put briser la plupart des grands monopoles, notamment la Standard Oil de John Rockefeller, la Northern Securities de J. P. Morgan, qui régentait l'activité ferroviaire dans le Nord-Ouest, ou l'American Tobacco de James Duke.



Grâce à la Sécurité sociale, à Medicare et à d'autres programmes, le gouvernement fédéral redistribue vers les seniors les recettes perçues auprès de la population active.

L'Etat fédéral tire sa compétence en matière de lutte contre les trusts de deux lois. Le *Sherman Antitrust Act* de 1890 vise les ententes illicites entre entreprises dans le but de fixer les prix et de restreindre la liberté du commerce; il habilite également l'Etat fédéral à démanteler les monopoles en entités plus petites pour favoriser la concurrence. Quant au *Clayton Act* de 1914, il définit plus spécifiquement les pratiques anticoncurrentielles et déloyales tout en autorisant les pouvoirs publics à empêcher les vastes opérations de fusion qui pouvaient fausser le jeu de la concurrence. Il existe en outre une législation particulière visant certaines industries.

Pour déterminer les limites de l'action protectrice de l'Etat fédéral envers la concurrence, l'accent fut mis dès l'origine sur le comportement des entreprises en situation dominante, pas uniquement sur leur taille ou leur pouvoir. En 1911, la Cour suprême établit la doctrine de la raison: seules les atteintes déraisonnables à la liberté du commerce, c'est-à-dire les pratiques dépourvues de tout objectif économique évident, pouvaient être considérées comme illégales aux termes de la loi Sherman. Une entreprise ayant obtenu son monopole parce qu'elle fabriquait de meilleurs produits ou appliquait une meilleure stratégie ne pouvait être pénalisée.

Durant la Grande Crise, le Congrès adopta la loi Robinson-Patman, qui visait à maintenir un certain équilibre entre, d'une part, les grands producteurs et distributeurs nationaux

et, d'autre part, les petits commerçants. L'idée que la loi devait préserver le jeu de la concurrence en limitant les agissements des grandes entreprises, quel que soit leur comportement, fut renforcée par un certain nombre de décisions de justice jusque dans les années 1970. Au plus fort de cette tendance, l'Etat fédéral intenta des procès antitrust à IBM, le plus gros fabricant d'ordinateurs de l'époque, et à AT&T, qui détenait le monopole du téléphone.

Dans les années 1980, sous Ronald Reagan, le gouvernement fédéral modifia sa politique pour s'aligner sur la théorie avancée par des universitaires de Chicago comme l'économiste Milton Friedman, lauréat du prix Nobel. D'après l'école de Chicago, l'action antitrust des autorités n'est souvent pas en mesure de favoriser la concurrence. Aux yeux des adeptes de cette doctrine, ce sont les forces autorégulatrices du marché qui, presque toujours, rétablissent le jeu de la concurrence.

Les lois antitrust ont connu une interprétation plus ou moins offensive selon les présidents. Ainsi, dans les années 1990, sous les mandats de Bill Clinton, le département de la Justice poursuivit la société Archer Daniels Midland (ADM) pour entente avec ses partenaires asiatiques afin de s'arroger le monopole de la vente de divers produits et additifs alimentaires. Trois dirigeants furent condamnés à des peines d'emprisonnement et l'entreprise dut verser une amende de 100 millions de dollars.

En 1998, le gouvernement Clinton porta aussi plainte contre

Microsoft, qui contrôlait alors la quasi-totalité du marché des systèmes d'exploitation pour ordinateurs. Lorsque le géant de l'informatique intégra son logiciel Internet Explorer à Windows, le système d'exploitation avec lequel il dominait le marché, les autorités antitrust l'accusèrent d'utiliser sa puissance commerciale pour s'imposer sur le créneau des navigateurs.

Un magistrat fédéral statua contre Microsoft, mais cette décision fut annulée en appel au motif que la gratuité du programme, si elle nuisait aux concurrents moins importants de l'entreprise, servait l'intérêt du consommateur et laissait le champ libre à une innovation favorisant en fin de compte la concurrence économique. Le président George W. Bush décida de cesser les poursuites contre Microsoft.

La grave récession amorcée fin 2007 a ébranlé les convictions de tous ceux qui pensaient que les marchés se régissaient eux-mêmes et n'avaient pas besoin d'être réglementés. Le président Obama s'engagea à faire appliquer rigoureusement les lois antitrust. Son département de la Justice envoya devant les tribunaux un certain nombre de transporteurs de fret aérien étrangers et de fabricants asiatiques d'écrans à cristaux liquides. Ces actions permirent d'engranger plus de 1 milliard de dollars d'amendes en 2009, somme figurant en deuxième place dans le classement des records annuels.

Par ailleurs, la rapidité de la mondialisation a obligé à revoir les règles de la concurrence. Il reste très peu de marchés

américains purement intérieurs et un nombre croissant de producteurs du pays sont en rivalité avec des entreprises étrangères régies par divers régimes réglementaires. Depuis plus de dix ans, le département de la Justice établit des accords de coopération avec les autorités antitrust d'autres nations. Il a conclu un accord de ce type en 2009 avec ses homologues russes et engagé des pourparlers avec les jeunes instances de la concurrence de la Chine et de l'Inde.

## Des liens avec le monde

Le commerce lie étroitement l'économie américaine aux autres économies de la planète. En 2010, les exportations américaines de biens et de services dépassaient 1 800 milliards de dollars,

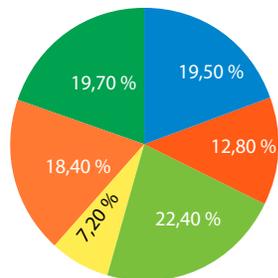
soit environ 12,5 % du produit intérieur brut; les importations américaines étaient encore plus élevées puisqu'elles totalisaient 2 300 milliards de dollars. Depuis des années, les Américains importent beaucoup plus de biens et de services qu'ils n'exportent, contractant ainsi des dettes croissantes avec l'étranger.

Le déficit commercial américain de 470 milliards de dollars en 2010, bien qu'en baisse durant la récession contre 706 milliards de dollars en 2008, était encore cinq fois supérieur à celui de l'Espagne, pays situé juste après au classement mondial des déficits.

D'énormes flux de transactions financières franchissent chaque jour les frontières des États-Unis. Fin 2009, entreprises et particuliers du pays

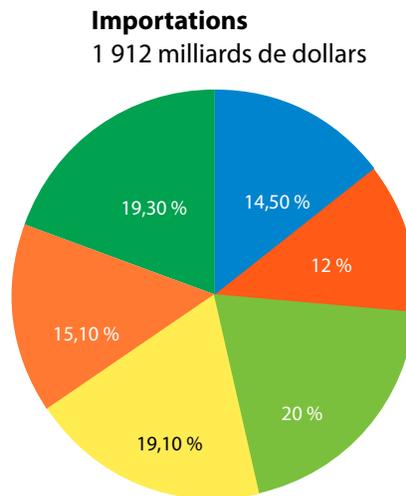
### Commerce de biens des USA par régions en 2010

(en pourcentage)



#### Exportations

1 278 milliards de dollars



Source : département américain du Commerce

avaient effectué plus d'investissements directs dans des sociétés étrangères que ceux d'aucune autre nation. De même, les entreprises américaines étaient les premières bénéficiaires des investissements directs étrangers. En 2010, les exportations américaines de biens s'élevaient à 1 300 milliards de dollars. Les principales exportations étaient l'automobile – véhicules et pièces détachées – (112 milliards de dollars), l'aéronautique civile et les moteurs d'avion (53 milliards de dollars), les produits pharmaceutiques (47 milliards de dollars) et les semi-conducteurs (47 milliards de dollars). Les différents secteurs de la chimie représentaient pour leur part 67 milliards de dollars. Les partenaires commerciaux les plus importants des Etats-Unis étaient alors le Canada, la Chine, le Mexique, le Japon et l'Allemagne.

En 2010, les Etats-Unis demeuraient le premier pays exportateur de produits agricoles avec un montant global record de 116 milliards de dollars. Selon le secrétaire américain à l'Agriculture Tom Vilsack: «Pour la première fois, la Chine apparaissait comme le meilleur marché pour les produits agricoles américains, avec un total de ventes de 17,5 milliards de dollars. Le Canada arrivait en deuxième position avec 16,9 milliards de dollars.» Environ le tiers de la production des surfaces cultivées aux Etats-Unis est exporté.

Les importations américaines de biens atteignaient 1 900 milliards de dollars en 2010. L'importation la plus



Les Etats-Unis demeurent le premier pays exportateur de produits agricoles.

importante était de loin le pétrole brut, 252 milliards de dollars, en baisse en raison de la récession contre 342 milliards en 2008. Parmi les autres produits importés figuraient l'automobile – véhicules et pièces détachées – (225 milliards de dollars), les produits pharmaceutiques (85 milliards de dollars) et les accessoires informatiques (61 milliards de dollars).

En 2010, les services représentaient 30 % des exportations américaines, soit 543 milliards de dollars ; plus de 30 % de ce montant concernaient les voyages et les transports. La même

année, les importations de services, y compris l'acheminement de biens sur des navires étrangers et les vols de compagnies aériennes non américaines, s'élevaient à 394 milliards de dollars.

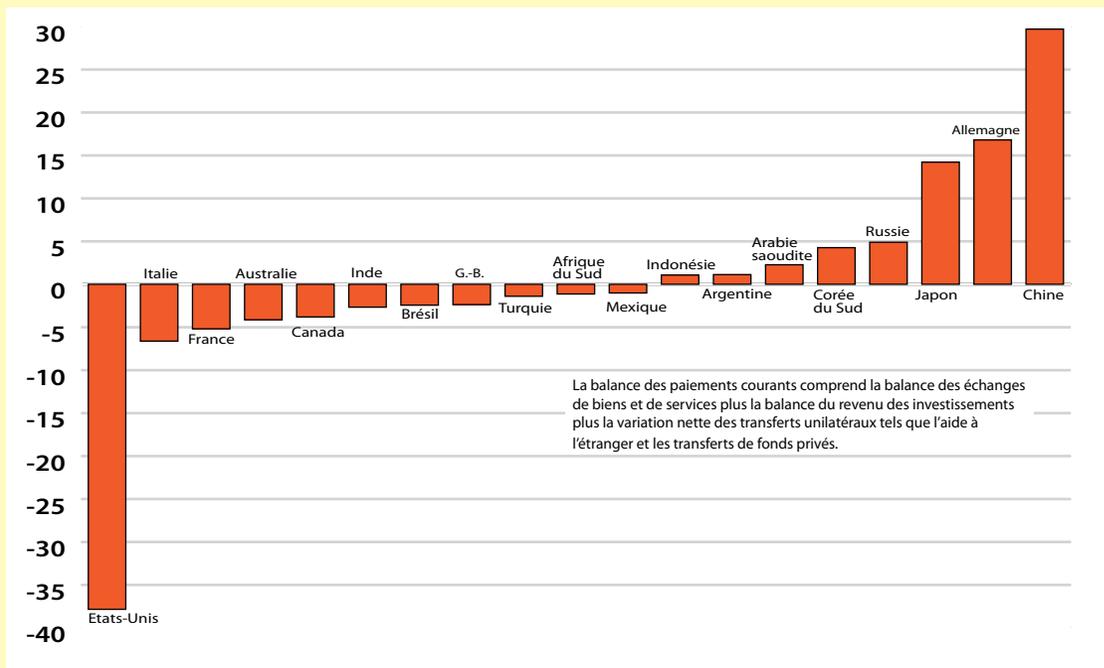
L'économie américaine est l'une des plus ouvertes aux échanges commerciaux et aux investissements étrangers, mais tel ne fut pas toujours le cas. Les droits de douane record qui avaient été imposés par le *Smoot-Haley Act* de 1930 entraînent des mesures de rétorsion de la part des partenaires commerciaux des Etats-Unis et, de l'avis de nombreux experts, aggravèrent la Grande Crise des années 1930.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis se sont faits les champions du libre-échange. Ainsi, pendant les négociations de l'Accord général sur les

tarifs douaniers et le commerce (GATT) et, depuis 1995, celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les Etats-Unis ont fait pression pour réduire les droits de douane et les barrières non tarifaires.

## Balance des paiements courants dans les économies du G20 en 2009

(en milliards de dollars)



Source : CIA World Factbook

Reflétant ce changement de politique, le secrétaire d'Etat américain Cordell Hull déclarait en 1948 que le libre-échange «coïncide avec la paix; les droits de douane élevés, les barrières commerciales et la concurrence économique déloyale, avec la

guerre. [...] Si nous pouvions libérer le commerce [...] de sorte que les nations ne se vouent pas une jalousie mortelle et que le niveau de vie s'élève, nous supprimerions de fait les frustrations économiques menant à la guerre et nous aurions des chances

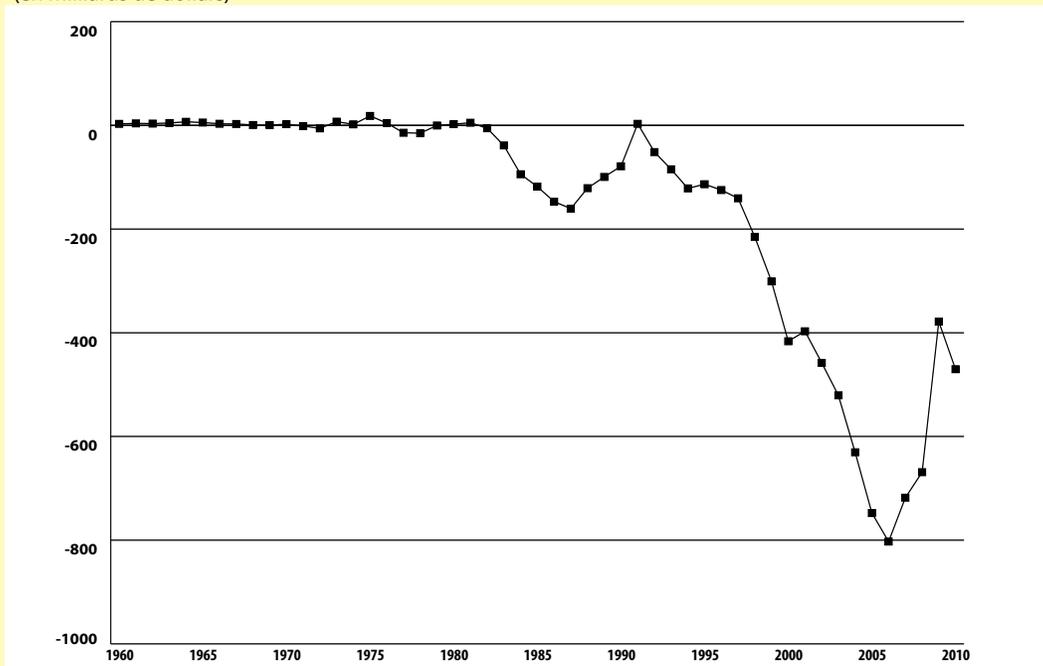
raisonnables de vivre une paix durable.»

Mais les négociations commerciales sont devenues de plus en plus difficiles. Le cycle de Doha (Qatar), lancé par l'OMC en 2001, est resté au point mort pendant neuf ans en raison de désaccords importants entre pays industrialisés et pays émergents sur une série de questions relatives aux subventions agricoles. Lors du sommet de Toronto en juin 2010, les dirigeants du G20 ont abandonné toute référence à une date butoir pour l'achèvement des négociations.

De 1990 à 2005, les Etats-Unis ont conclu de nombreux accords de libre-échange (ALE) avec leurs

## Balance américaine des opérations courantes 1960-2010

(en milliards de dollars)



Source : département américain du Commerce

## La crise financière

On discutera sans doute encore pendant des décennies sur les différents facteurs dont la conjugaison a déclenché en 2007 la crise financière qui allait entraîner la pire récession aux Etats-Unis depuis la Grande Crise des années 1930. Durant les précédents bouleversements économiques, l'intervention énergique de la Réserve fédérale pour abaisser les taux d'intérêt avait permis à l'économie de rebondir. Mais les taux d'intérêt extrêmement bas de 2008-2010 ne parvinrent pas à stimuler le crédit bancaire nécessaire à la relance. Une différence essentielle entre la dernière récession et les précédentes réside dans le niveau d'endettement des consommateurs, des entreprises et de l'Etat.

De nombreux Américains avaient contracté des dettes importantes pour acheter un logement à une période où les prix de l'immobilier grimpaient de façon spectaculaire. Lorsque le marché s'effondra et que les débiteurs cessèrent de rembourser leurs emprunts, la bulle immobilière éclata, ébranlant tout le système financier. A l'origine de la crise : les titres adossés à des créances hypothécaires comportant des risques élevés.

En 2010, le *Dodd-Frank Act* était adopté par le Congrès et signé par le président Obama. Cette loi vise à :

- empêcher les banques et autres établissements financiers

d'atteindre un développement tel qu'il exigerait un renflouement par l'Etat en cas de faillite ;

- habiliter les autorités de contrôle à prendre le relais et à fermer les sociétés financières en difficulté de manière méthodique avant qu'elles ne menacent la stabilité économique ;

- interdire aux banques de se livrer à des investissements spéculatifs de leur propre initiative plutôt qu'à la demande d'un client ;

- identifier et traiter les risques posés par les pratiques et produits financiers complexes avant qu'ils ne menacent la stabilité économique ;

- autoriser la Réserve fédérale à réglementer les entreprises non bancaires telles que les compagnies d'assurances et les sociétés d'investissement essentiellement engagées dans des activités financières ;

- réglementer les pratiques à risques telles que les produits dérivés hors cote, les titres adossés à des créances hypothécaires et les fonds d'investissement spéculatifs ;

- protéger le consommateur contre les suppléments de frais et les pratiques trompeuses liées aux crédits immobiliers, aux cartes de crédit et autres produits financiers ;

- protéger les investisseurs par une réglementation plus stricte des agences de notation.



Durant la grave récession, le président Obama a promulgué une législation qui accroît le déficit budgétaire fédéral, mais il s'est aussi engagé à le réduire dans les années à venir.

partenaires. Les principaux – avec le Canada, le Mexique et l'Amérique centrale (ALENA et ALEAC) – demeurent controversés sur le plan politique aux Etats-Unis. Les ALE négociés par la suite sous le mandat du président George W. Bush avec le Panamá, la Colombie et la Corée du Sud attendent toujours l'aval du Congrès.

## Un nouveau chapitre

*« La dure vérité est que, pour parvenir à maîtriser notre déficit, il faudra consentir de gros sacrifices. »*

Le président Barack Obama, 2010

**L**es Etats-Unis et la majeure partie du monde développé ont échappé au pire des éventuelles issues liées à la crise financière de 2008. Mais le pays et d'autres nations industrialisées étaient toujours confrontés à un chômage élevé, une croissance insuffisante et des perspectives économiques fragiles. En 2010, de graves alertes financières dans plusieurs Etats européens ont montré que des pans entiers du système bancaire international restaient au bord du gouffre.

Plusieurs conclusions paraissaient alors inéluctables. La mondialisation de l'économie, qui avait lié les échanges et les opérations bancaires sur tous les continents, avait propagé la crise financière dans le monde entier. Les dirigeants des

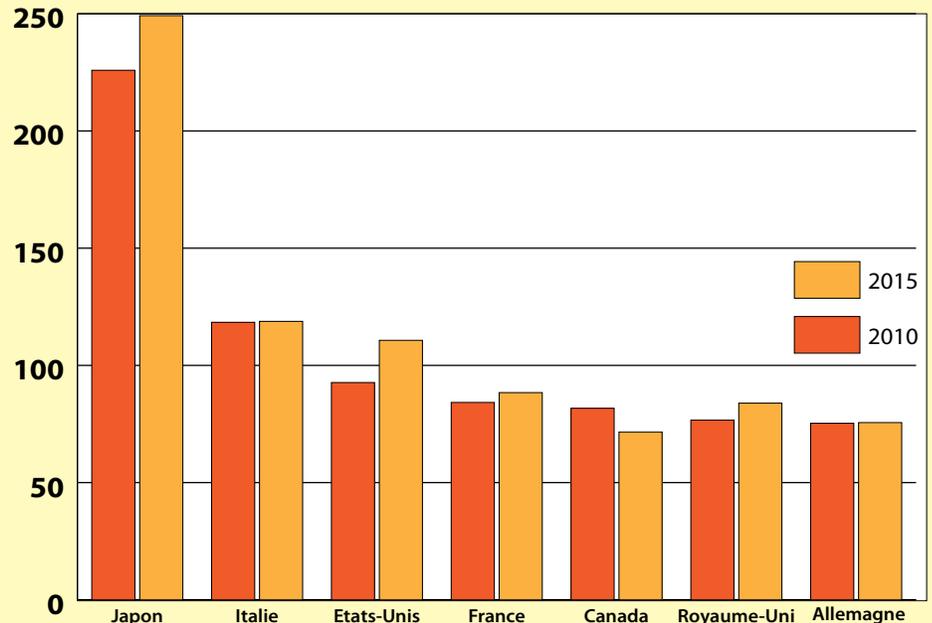
Etats-Unis et des autres principales nations reconnaissent la nécessité de créer un système innovant de surveillance et de réglementation des marchés pour rassurer les investisseurs et relancer les placements de capitaux.

En 2010, les Etats-Unis adoptaient des réformes visant à relever le ratio de fonds propres des banques, à renforcer la protection des usagers et à autoriser les instances régulatrices à prendre des mesures contre les grandes banques exposées à l'insolvabilité. Mais les textes laissaient d'importants détails à la discrétion des autorités de contrôle, dont les décisions allaient déterminer la portée véritable des changements. Si l'on s'accordait sur la nécessité d'une harmonisation des réglementations bancaires entre les principales économies, fin 2010 il restait d'énormes lacunes dans la mise en œuvre de ces réformes.

Une des conséquences des mesures d'urgence prises pour stimuler l'économie et pour consolider les établissements financiers ébranlés est l'augmentation spectaculaire du déficit budgétaire fédéral.

Une commission nationale bipartite, nommée par Barack Obama pour analyser les réformes et les responsabilités en la matière, conclut en 2010 que le pays, contraint de plus en plus à emprunter des sommes astronomiques pour couvrir la

## Dette publique en pourcentage du PIB



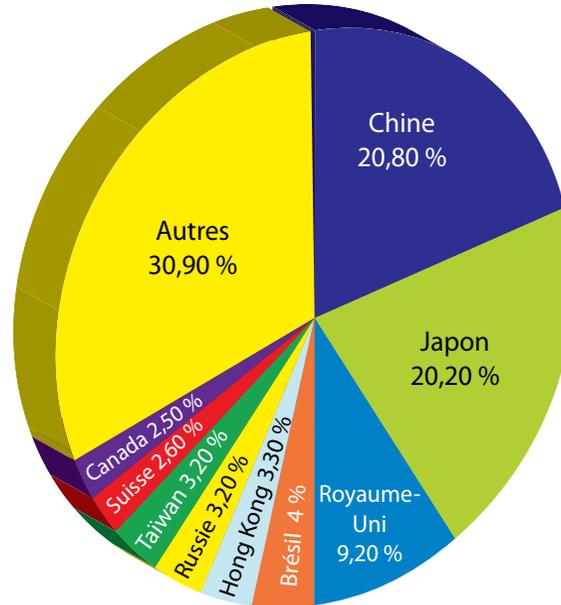
Source : Fonds monétaire international

diminution des recettes, s'était engagé dans « une voie budgétaire non viable ». Selon la commission, « depuis 2001 – dernière année d'équilibre budgétaire aux Etats-Unis – la dette fédérale a pris des proportions phénoménales, passant de 33 % du PIB à 62 % en 2010 ».

Entre 2000 et 2010, les investisseurs étrangers ont financé une part croissante de la dette publique américaine. Au milieu de l'année 2000, elle s'élevait à 1 000 milliards de dollars. En 2008, le total se montait à 2 700 milliards de dollars, détenus dans une proportion de plus en plus large par des banques publiques étrangères et des fonds de placement souverains. Ces derniers ont acheté des titres du Trésor et autres instruments

## Principaux détenteurs étrangers de titres du Trésor américains

Juillet 2010



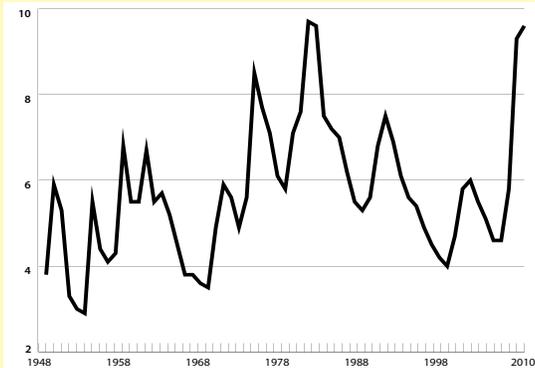
Source : département du Trésor américain

de la dette publique avec les dollars circulant à l'étranger pour l'acquisition de biens manufacturés et de pétrole. En fait, les Etats-Unis ont engagé l'avenir pour financer leur consommation présente.

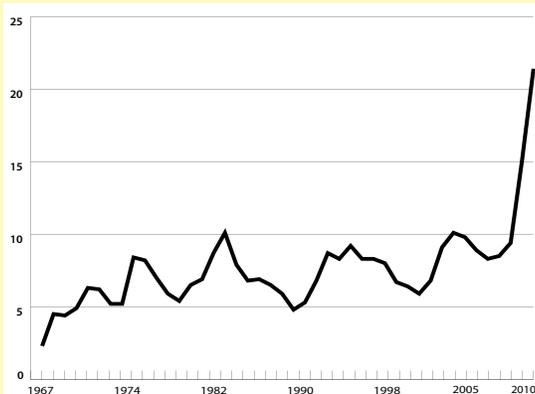
« La prochaine crise sera liée aux impressionnants problèmes budgétaires de notre gouvernement fédéral », d'après l'économiste Mark Zandi.

Selon les prévisions du Congressional Budget Office, le déficit pour l'année budgétaire clôturée au 30 septembre 2011 atteindrait la somme record de 1 500 milliards de dollars, soit quelque 9,8 % du produit intérieur brut. Il serait en grande partie imputable à la prolongation des mesures de réductions d'impôts de 2001, qui devaient prendre fin en 2010.

## Taux de chômage 1948-2010 (pourcentage)



## Moyenne des semaines chômées 1967-2010



Source : département américain du Travail

« La dure vérité est que, pour parvenir à maîtriser notre déficit, il faudra consentir de gros sacrifices », a déclaré le président Obama. Après les élections de 2010, les républicains ont repris la majorité à la Chambre des représentants et se sont opposés à Barack Obama sur le montant et la nature des diminutions des dépenses publiques.

Une disparité croissante dans la répartition des richesses rend encore plus difficile politiquement la réforme interne et la coopération internationale sur le plan économique. Les analystes ont relevé un certain nombre de facteurs qui, pris collectivement, ont abouti à une concentration des revenus et des profits chez une infime minorité d'Américains.

On peut citer notamment la perte d'emplois très bien rémunérés dans le secteur manufacturier, remplacés par des emplois subalternes dans le tertiaire, le handicap de plus en plus marqué des salariés peu qualifiés dans un environnement hautement technique, sans oublier la charge que représente la hausse des dépenses de santé pour les familles à revenus modestes et moyens. Ces éléments, parmi d'autres, font que le salaire moyen des Américains hors agriculture n'a pas connu d'augmentation sensible depuis 1980, compte tenu de l'inflation.

Dès le lendemain de son élection, Barack Obama a commencé à organiser une riposte fédérale de grande envergure pour faire face à l'urgence. Le plan de relance massif adopté par le Congrès au début de son mandat distribuait à tous les niveaux

d'une économie chancelante fonds fédéraux, crédits et réductions d'impôts. Il visait également à financer sur les deniers publics le développement rapide de nouvelles énergies de pointe et d'initiatives en faveur de l'environnement. Ces projets devaient générer des débouchés dans le pays et à l'étranger pour les entreprises américaines ainsi que des millions d'emplois à des niveaux de qualification très divers.

De 2009 à 2010, le gouvernement Obama a consacré à une vaste campagne de recherche et développement dans le domaine des énergies propres 32 milliards de dollars en incitations diverses – une somme sans précédent – sans compter des milliards de dollars en crédits d'impôts et garanties de prêts. Ces initiatives couvraient de multiples secteurs : réacteurs nucléaires de dernière génération, énergie éolienne et solaire, batteries de stockage haute performance, compteurs électriques intelligents et équipement de surveillance des réseaux d'électricité, biomasse, captage des gaz à effet de serre des centrales au charbon. En une synergie typique de l'innovation américaine, nombre de ces projets conjugaient recherche en université et dans des laboratoires nationaux, soutien financier d'investisseurs privés en capital-risque et subventions gouvernementales.

Certains Américains ont opposé des arguments philosophiques et politiques à ces visions d'avenir et les anciennes querelles sur le bien-fondé de l'intervention de l'Etat



L'énergie éolienne est un des types d'énergie propre mis en avant par le gouvernement Obama.

dans l'économie ont refait surface. D'autres observateurs plus optimistes font remarquer que les Etats-Unis disposent néanmoins d'atouts non négligeables pour élaborer de nouvelles stratégies énergétiques, entre autres leur culture d'entreprise, l'ampleur et la diversité de leur système éducatif et la liberté accordée au capital pour rechercher les meilleurs profits.

Utiliser ces vrais atouts pour résoudre les difficultés tout aussi réelles du pays sera l'un des grands défis de la génération actuelle. Mais les Américains ont déjà rencontré et surmonté ce genre de problème par le passé, comme l'a rappelé le président Obama dans son discours sur l'état de l'Union en 2011.

« Nous savons comment être compétitifs pour les emplois et les industries d'aujourd'hui, a-t-il déclaré. Nous devons surclasser le reste du monde en termes d'innovation, d'enseignement et d'infrastructures. Nous devons faire de l'Amérique le meilleur centre d'affaires de la planète. Nous devons assumer notre déficit et réformer notre administration. C'est ainsi que nos concitoyens prospéreront. C'est ainsi que nous gagnerons le pari sur l'avenir. »

En d'autres temps, le pays a su sortir de la crise en dépit des turbulences de la démocratie. Le siècle qui commence est l'occasion d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire économique de la nation et les enjeux sont immenses.

#### Crédits photographiques

Deuxième de couverture et p. 1 : AP Images. Page 3 : AP Images/J. Scott Applewhite. Page 5 : ©Bettmann/CORBIS. Page 8 : AP Images/Andrew Russell. Page 11 : © National Geographic/Getty Images. Pages 12-13 : AP Images. Page 15 : AP Images. Page 16 : AP Images. Page 19 : Chris Honduras/Newsmakers/Getty Images. Page 20 : AP Images/Paul Sakuma. Pages 28-29 : AP Images. Page 29 : AP Images/Ric Francis. Page 35 : AP Images/Ric Francis. Pages 36-37 : AP Images/Elise Amendola. Pages 38-39 : AP Images. Pages 40-42 : AP Images. Pages 44-45 : AP Images. Page 46 : AP Images/David Zalubowski. Page 48 : AP Images/Pablo Martinez Monsivais. Page 56 : AP Images/Danny Johnston. Pages 62-63 : AP Images. Page 70 : AP Images/J. Scott Applewhite. Page 79 : AP Images/Ed Andrieski.

Couverture : © Getty Images

---

Coordinatrice — Dawn McCall  
Directrice générale — Catherine Jarvis  
Directeur des publications — Michael Jay Friedman  
Directrice de la rédaction — Mary Chunko  
Directeur de la production — Bruce Odyssey  
Directrice artistique — Janine Perry  
Iconographe — Maggie Sliker  
Infographiste — Erin Riggs  
Version française — Africa Regional Services, Paris



DÉPARTEMENT D'ÉTAT, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION